

Chapitre II : Dispositions relatives à la carte d'identification professionnelle

R. 8292-1

Décret n°2019-555 du 4 juin 2019 - art. 4

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Jurical](#)

La carte d'identification professionnelle est une carte individuelle sécurisée destinée à tout salarié effectuant un ou des travaux de bâtiment ou de travaux publics énumérés au premier alinéa de l'article **R. 8291-1**. La carte est la propriété de l'union des caisses mentionnée à l'article **R. 8291-2**. Elle comporte les logotypes de la “Marianne” et de l'union des caisses. Y sont mentionnés :

- 1° L'identité du salarié : nom, prénoms, sexe ;
 - 2° La date de délivrance et le numéro de gestion de la carte ;
 - 3° Un code permettant de vérifier la validité de la carte, telle que définie à l'article **R. 8292-3**, et permettant aux agents mentionnés à l'article **L. 8271-1-2** d'accéder à la base de données du traitement automatisé d'informations à caractère personnel mentionné à l'article **R. 8295-1**. Pour les salariés des entreprises mentionnées au deuxième alinéa de l'article **R. 8291-1**, le code permet également de vérifier l'existence d'une mission en cours ;
 - 4° Les coordonnées de l'union des caisses mentionnée au premier alinéa.
- Elle comporte une photographie d'identité du salarié conforme aux normes prévues par l'article 6-1 du décret n° **2005-1726** du 30 décembre 2005 modifié relatif aux passeports.

R. 8292-2

Décret n°2019-555 du 4 juin 2019 - art. 4

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Jurical](#)

Sont mentionnées sur la carte d'identification professionnelle, en plus des informations indiquées à l'article **R. 8291-1** :

- 1° Pour les salariés des entreprises mentionnées au premier alinéa de l'article **R. 8291-1**, les mentions suivantes :
 - a) La raison sociale de l'entreprise ou le nom de l'employeur précédé de la mention “Employeur : ” lorsqu'il s'agit d'une entreprise individuelle, d'une entreprise en nom propre ou d'une personne physique ;
 - b) Le numéro SIREN ;
 - c) Le logo de l'entreprise, à sa demande ;
- 2° Pour les salariés des entreprises mentionnées au deuxième alinéa de l'article **R. 8291-1**, la mention : “salarié intérimaire” ;
- 3° Pour les salariés intérimaires détachés en France par une entreprise de travail temporaire établie à l'étranger, les mentions suivantes :
 - a) La mention “salarié intérimaire détaché” ;
 - b) La raison sociale ou le nom de l'entreprise de travail temporaire ou le nom de l'employeur précédé de la mention “Employeur : ” lorsqu'il s'agit d'une entreprise individuelle, d'une entreprise en nom propre ou d'une personne physique ;
 - c) Le logo de l'entreprise, à sa demande ;
- 4° Pour les travailleurs détachés en France par une entreprise prestataire de services établie à l'étranger, les mentions suivantes :
 - a) La mention “salarié détaché” ;
 - b) La raison sociale ou le nom de l'entreprise qui l'emploie ;
 - c) Le logo de l'entreprise, à sa demande.
- 5° Pour les salariés des entreprises mentionnées au quatrième alinéa de l'article **R. 8291-1**, les mentions suivantes :
 - a) La raison sociale de l'entreprise ou le nom de l'employeur précédé de la mention “Employeur : ” lorsqu'il s'agit d'une entreprise individuelle, d'une entreprise en nom propre ou d'une personne physique ;